

leur côté, les employé
s'interrogent pourquoi on constate
que le personnel des grandes
entreprises climatisées une recep-
tion de bouleversements
formules sanguines, de sté-
at et d'accidents cardiaques.
Les conditions de travail sont
sévères, explique M. Fernan-
des, délégué C.G.T. du Prin-
cipal. Nous mettons au casse
passe les gens, dit-il, et
de proposer à l'Party II.
Multi-Il le climatisme est
étrange. »

RÉGIS DAMIEN.

(1) Autres participants : Mme Eva Vilray, maître de recherche au N.R.S., ancien professeur à l'université Al Arab, du Caire, et collaboratrice de M. Louis Massignon; M. Odon Vallet, maître de conférences à l'Institut d'études politiques; Jacques Rigaud, chargé de mission au ministère des affaires étrangères; etc.

100

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE PLUS IMPORTANT DES FLÉAUX SOCIAUX L'ALCOOLISME

Il y a dix-huit mois, aux élections de Richard, le président de la République qualifiait l'alcoolisme « du plus important des fléaux sociaux ». Il annonçait pour la décennie 1978-1988 un programme d'action qui n'a pas encore vu le jour. Pour l'instant, a seulement été annoncée, en janvier dernier, la constitution d'une commission présidée par le professeur Jean Bernard, de l'Académie française. La composition de celle-ci n'est, semble-t-il, pas encore arrêtée définitivement.

Signifi-Il d'un dossier présenté à Mme Simone Veil, dressant un bilan de son action au ministère de la santé et de la famille, lors d'une récente émission de télévision, ne mentionnait pas l'alcoolisme, une des tâches les plus urgentes de son successeur : les personnes âgées, les malades mentaux, les enfants abandonnés lui apparaissent, poser des problèmes plus brûlants.

La France demeure pourtant, en Europe, le plus gros consommateur d'alcool par habitant : 164 litres d'alcool pur, contre 124 en République fédérale d'Allemagne et 83 en Grande-Bretagne. Il y a en France près de deux millions d'alcooliques avérés et trois millions de buveurs excessifs ; l'alcool serait à l'origine de six mille décès prématurés par an.

Deux millions de suicides relatifs : le tableau en France était encore plus noir il y a quelques années, puisque la consommation moyenne d'alcool a diminué de près de 30 % depuis vingt ans ; d'autre part, à l'étranger, la situation s'aggrave : en Grande-Bretagne, les admissions à l'hôpital pour épilepsie ont été multipliées par vingt en vingt-cinq ans ; d'après les chiffres publiés au début de cette année, par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), les pays en voie de développement ne sont pas plus épargnés : le Venezuela, le plus de la moitié des accidents de circulation, devenue la cin-

quième cause de mortalité, est due à l'alcool.

Cette alcoolisation croissante résulte-t-elle des besoins nouveaux suscités par les conditions de travail ou d'habitat ? Ou est-ce l'offre plus facile d'un alcool moins coûteux qui a provoqué une demande plus forte ? Cette seconde explication a été retenue par l'O.M.S. Les rares mesures adoptées en France depuis une vingtaine d'années (suppression de ce même alcoolisme qui conduit à limiter l'accès aux boissons alcoolisées, soit par une augmentation des prix, soit par une diminution des occasions de consommation).

Re solutions ?

En 1960, on mettait fin au privilège des bouillottes de cuivre qui leur permettait de fabriquer en franchise d'imposé 10 litres d'alcool pur, réservés à leur consommation personnelle. En 1965, une loi est venue pour autoriser, sur les routes, le contrôle de l'alcoolémie des conducteurs sans accident préalable, limitant par là même les occasions de consommation de l'alcool. Enfin, les différentes taxes sur l'alcool rapportèrent, en 1977, au budget général 6 milliards et 223 millions. Néanmoins, l'ordre des médecins et les syndicats médicaux ont proposé la création d'une nouvelle taxe pour plaquer exorbitant sur l'alcool et le tabac (le Monde du 7 avril).

Une telle logique présente un double risque : le premier est d'augmenter le consommateur de condition modeste à sacrifier son budget d'alcool ; le second, d'augmenter les dépenses, comme les légumes et les fruits, peuvent réduire un équilibre alimentaire particulièrement riche chez le malade alcoolique. Le second risque est de supprimer la malade alcoolique, sans prendre en compte les raisons qui ont amené le malade à boire et qui peuvent être conduites à d'autres extrémités.

Une deuxième voie mériterait d'être explorée davantage : celle de l'information, et de la prise en charge des malades alcool-

ques. « Beaucoup de médecins sont mal préparés à dépister et à traiter les malades alcooliques », peut-on lire dans un circulaire du ministère de la santé, qui ajoute : « D'innombrables buveurs excessifs méritent d'être traités de troubles de comportement trop souvent sont ignorés de l'entourage et de la cause réelle de leur mal ». Qu'envisage-t-on ? Les études et de recherches médicales seulement sur quarante-cinq ans ont été en alcoolologie, un enseignement optionnel, qui ne présente aucun caractère obligatoire.

L'initiative très récente du haut comité interministériel sur l'alcoolisme de distribution gratuite, à tous les médecins, grâce à l'aide du conseil de l'ordre, un document sur le traitement des alcooliques (le Monde du 26 avril) vient, très à propos, combler une lacune de l'enseignement médical. En outre, ne s'agit-il que d'un palliatif : le document, qui comprend essentiellement des conseils de bon sens et des adresses utiles, ne saurait tenir lieu de réelle formation.

Il existe aussi un grave déficit des structures de soins adaptés aux malades alcooliques. En l'absence de lits dans les hôpitaux généraux, les malades sont dirigés trop souvent vers l'hôpital psychiatrique. Faute de centres d'urgence alimentaire suffisants, ils sont orientés, quel-quefois à tort, vers le dispensaire de secours.

Une réglementation plus rigoureuse en matière de publicité et des campagnes d'éducation sanitaire des médecins, comme la loi l'a fait pour le tabac, permettraient, enfin, à chacun de bénéficier d'une information équilibrée. Pour cela, cet égard, ne pas rattacher, comme le propose le professeur Frérot (Bordeaux), la consommation des boissons alcoolisées aux problèmes généraux de la diététique, en débarrassant, ainsi définitivement le concept d'alcoolisme de son aspect culpabilisant ?

NICOLAS BEAU.

Trois études sur la consommation des soins

La morbidité selon l'âge, le sexe et la catégorie socio-professionnelle

La structure de la morbidité, c'est-à-dire la fréquence d'un état pathologique, en la consommation médicale sont fonction de certains paramètres, comme l'âge, le sexe ou la catégorie socio-professionnelle.

Telles sont l'une des données fournies par une étude récente du C.R.E.D.O.C. (Centre de recherche sur l'étude et l'observation des conditions de vie) (1), qui comporte aussi un examen soigné et du mode de traitement de quatre affections courantes, dont deux chroniques : l'hypertension artérielle et les varices, et deux aiguës : la grippe et le rhume.

Ce travail repose sur une enquête menée dans le département de la Seine-et-Marne, qui a recueilli les informations fournies par la population sur la morbidité, les traitements et les dépenses de soins.

Une restriction doit d'emblée être faite : il est, en effet, impossible de définir, de manière précise, le champ du domaine morbidité. Une maladie peut exister sans être ressentie, ou sans être déclarée. Une restriction doit d'ailleurs être faite : il est, en effet, impossible de définir, de manière précise, le champ du domaine morbidité. Une maladie peut exister sans être ressentie, ou sans être déclarée.

Il s'agit donc de deux paramètres importants. Entre 16 et 65 ans, et plus particulièrement, entre 16 et 39 ans, la proportion des femmes ayant déclaré une maladie est plus forte que chez les hommes (62,9 % contre 53,9 %). Les maladies cardiovasculaires et du système nerveux sont plus représentées chez les femmes (respectivement 12,1 % contre 9,1 % et 9,3 % contre 8,2 %). En revanche, les hommes souffrent plus de maladies oto-rhino-laryngologiques (1,7 % contre 0,4 %). Les accidents et les traumatismes chez l'homme entre 16 et 64 ans (rest-à-dire pendant la vie active) occupent une part prépondérante, alors que, après 65 ans, les chiffres concernant les hommes sont identiques à ceux concernant les femmes.

La catégorie socio-professionnelle influe aussi sur la morbidité. Les personnes exerçant une profession, les employés, les ouvriers qualifiés et les cadres moyens ont le plus de maladies au jour donné. Les cadres supérieurs, le nombre de maladies est le plus élevé sur une période de neuf semaines. Et, à l'inverse, ce sont les personnes exerçant une profession, les employés, les ouvriers qualifiés et les cadres moyens ont le plus de maladies au jour donné.

deux méthodes d'étude. Le nombre le plus faible de maladies subjectivement perçues. Les écarts sont très importants en ce qui concerne les maladies aiguës, les cadres supérieurs et les membres des professions libérales ont le taux de morbidité aiguë le plus élevé, supérieur de 50 % à celui des travailleurs agricoles. Mais il faut rester prudent quant à l'interprétation de ces résultats, car cette enquête, rappelle-t-on, concerne la morbidité déclarée par le malade, qui peut être différente de la morbidité réelle.

L'analyse du lien existant entre la consommation et la morbidité montre que les salariés agricoles ont une originalité, ils « sous-déclarent » et « sous-consomment », même à morbidité égale.

Quatre affections, deux chroniques (l'hypertension artérielle et les varices) et deux aiguës (la grippe et la grippe), ont été plus particulièrement étudiées.

Pour l'hypertension artérielle, qui est essentiellement une maladie de l'âge mûr, la proportion de consommateurs de soins spécifiques varie peu avec la catégorie socio-professionnelle, mais en revanche le coût du traitement est très variable, il est en moyenne de 103 francs pour les cadres moyens, de 82 francs pour les cadres supérieurs et les membres des professions libérales, alors qu'il n'est que de 34 francs pour les personnes de service et de 27 francs pour les salariés agricoles. Cette différence considérable est due en partie au fait que ces derniers n'ont pas recours aux spécialistes et que leur consommation de soins de généralistes occupe une place plus importante dans leurs dépenses médicales que celles des autres catégories.

Pour les varices, le problème est différent. Les femmes sont atteintes trois fois plus souvent que les hommes. Alors que chez ces derniers les varices n'ont été déclarées que vers l'âge de quarante ans, elles apparaissent vers la trentaine chez les femmes. Le niveau de dépenses le plus élevé se retrouve chez les enseignants, ce qui s'explique par la position debout prolongée qu'impose leur profession. Mais comme pour l'hypertension, les cadres sont ceux qui ont le plus souvent recours aux soins de spécialistes et qui, de ce fait, coûtent le plus cher.

La grippe est tout à fait originale dans le domaine de la consommation médicale. Ce sont, en effet, les agriculteurs exploit-

tants et les ouvriers qui tiennent en tête pour le coût de cette maladie. Les cadres se distinguent par leur faible dépense de consultations médicales et par une consommation élevée de médicaments acquis sans ordonnance. Peut-on en conclure que le niveau culturel permet l'auto-médication ? Ou est-ce la nécessité d'obtenir un arrêt de travail qui conduit chez le médecin ?

Pour le rhume, ce sont les très jeunes et les très âgés qui sont le plus traités. La dépense en médicaments non prescrits occupe ici aussi une place importante. Les cadres supérieurs viennent en tête : 40 francs, alors que le coût moyen est de 23 francs et que les artisans et les commerçants dépensent seulement 14 francs.

Il apparaît aussi qu'une proportion importante de maladies chroniques ne sont pas traitées (40 % des hypertensions artérielles et 50 % des varices). Cette étude montre, en définitive, que la déclaration d'une maladie n'est pas synonyme de soins, mais aussi au niveau de médicalisation et que les actes les plus sophistiqués et les plus coûteux sont surtout réservés aux catégories sociales aisées.

(1) Direction d'économie médicale, 45, boulevard Vincent-Auriol, 75230 Paris Cedex 13. Tél. : 384-87-50.

En 1978

UNE TRÈS FORTE AUGMENTATION DU COUT DE LA SANTÉ

Les dépenses du régime général de la Sécurité sociale, relevé la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAM), se sont élevées à 611 milliards de francs en 1978, soit une augmentation de 18,9 % par rapport à 1977.

Ce taux est le plus élevé depuis 1970. Parmi les dépenses, ce sont celles de l'assurance-maladie et celles de l'assurance-invalidité qui méritent le plus forte progression, respectivement 19,4 % et 29 %. Entre 1970 et 1978, c'est le régime maladie qui le plus augmenté annuellement (19,4 %), alors que, pour les années 1976 à 1978, c'est le régime invalidité (25 %).

Le relevé de la CNAM (1), qui présente des chiffres, analyse aussi les différents facteurs influençant l'évolution des dépenses. Parmi les facteurs économiques, alors que les tarifs moyens des honoraires médicaux n'ont augmenté que de 6,3 % à 12,3 % selon les actes, la valeur moyenne d'une journée d'hospitalisation remboursée a subi une augmentation de 16,6 % (à titre indicatif, le taux du salaire horaire a progressé de 12,6 % en 1978).

Ce sont les soins dentaires, avec une augmentation de leur coût de 33,5 % qui viennent en tête. Mais à l'augmentation de la consommation individuelle s'ajoute la majoration du remboursement des soins conservateurs et des prothèses fixes due à une révision de la nomenclature des actes.

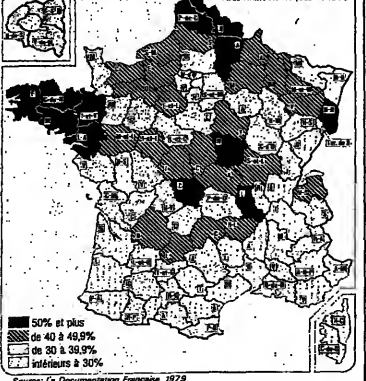
Les dépenses de laboratoire (analyses médicales) enregistrent aussi une progression importante (23 %), due principalement à l'accroissement du nombre des analyses médicales prescrites par les médecins pour porter un diagnostic, surveiller un malade, valider l'efficacité d'un traitement ou pour s'assurer d'une femme, en voie de se marier, est immunisée contre la rubéole et la toxoplasmose, comme le prévoit le décret du 17 mars 1978.

La pluralité et la diversité des causes de cette augmentation de la consommation médicale, prouvées dans cette étude montrant bien le caractère d'un encadrement efficace de ces dépenses.

(1) Revue de la C.N.A.M., mars 1979, 86, avenue du Maine, 75002 Paris Cedex 14.

(1) Revue Consommation du C.R.E.D.O.C. n° 3, 1978, 142, rue du Chevaleret, 75014 Paris Cedex 14.

DECES COMPARES PAR ALCOOLISME ET CIRROSE DU FOIE



Source : La Documentation Française, 1979

Le poids des antécédents

Plus de 37 % des hommes et 14,6 % des femmes hospitalisés dans des services de médecine générale sont des malades alcooliques ; le taux serait même de 47,7 % chez les hommes et de 19,4 % chez les femmes. En 1976, les décès dus à l'alcoolisme ont été multipliés par vingt en vingt-cinq ans ; d'après les chiffres publiés au début de cette année, par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), les pays en voie de développement ne sont pas plus épargnés : le Venezuela, le plus de la moitié des accidents de circulation, devenue la cinquième cause de mortalité, est due à l'alcool.

Soixante-dix pour cent des dépenses pour dix pour cent des malades

SOIXANTE-DIX pour cent des dépenses de santé sont le fait de 10 % des individus, a révélé une enquête réalisée en 1970 par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (C.R.E.D.O.C.) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Ces résultats posent plusieurs questions auxquelles Mme Thérèse Lecomte, de la division économique médicale du C.R.E.D.O.C., analysant la synthèse de ces travaux au 31 décembre 1978, tente de répondre dans un récent numéro de la revue Consommation (1). L'étude concerne 23 197 personnes et, bien qu'elle ait été limitée dans le temps (trois mois), elle aboutit à des résultats notables : ceux fournis par des travaux américains similaires effectués sur une durée d'un an.

Les forts consommateurs de soins sont atteints en moyenne et simultanément de quatre maladies. Leur âge est d'autant plus élevé que le nombre de maladies dont ils souffrent est grand. Schématiquement, les moins de trente ans n'ont pas plus de trois maladies, alors que ceux de plus de cinquante ans, pour leur grande majorité, en ont trois et huit maladies. Les deux principales classes de maladies dont ils sont atteints, et qui représentent 25 % de l'ensemble, sont celles du tube digestif et de la dentition. Ensuite, viennent, par ordre décroissant,

les troubles de la vue (14,7 %), les maladies rhumatismales (13,74 %), la pathologie cardiovasculaire (12,5 %), la pathologie oto-rhino-laryngologique (12,49 %) et enfin les troubles mentaux du comportement (11,07 %). Cette répartition se retrouve d'ailleurs dans le reste de la population, sauf en ce qui concerne les maladies cardio-vasculaires, qui ne représentent que 5,5 % de l'ensemble.

Dépendant, les forts consommateurs atteints d'une seule maladie — jeunes dans leur grande majorité — constituent une classe particulière : 36,5 % de leurs maladies sont d'origine dentaire, et aux accidents et traumatismes ainsi que la pathologie des organes génitaux (y compris la grossesse) représentent 10 % de celles-ci. Cette étude montre aussi que les personnes atteintes d'affections multiples souffrent de pathologies diverses, les autres n'ayant qu'une maladie souffrant d'une pathologie aiguë.

Une typologie statistique du fort consommateur est définie. Elle le situe dans les classes sociales les plus favorisées, toutes moyennes supérieures et employées, les ménages ayant deux enfants, les individus dont le niveau d'instruction correspond au baccalauréat et les habitants de la région parisienne.

(1) Revue Consommation du C.R.E.D.O.C. n° 3, 1978, 142, rue du Chevaleret, 75014 Paris Cedex 14.

Le plus gros « lobby » d'Europe : l'agriculture

[illegible][illegible][illegible][illegible]**Profession : intermédiaire**

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION EUROPÉENNE AU DANÈMARK

Une leçon de purisme bien organisée

LE Danemark est un pays aux nombreux parcs. Il ne compte pas moins de douze parcs nationaux, dont le plus célèbre, le Jægersbo, se situe dans le sud-est du pays, à l'ouest de la frontière avec l'Allemagne. Mais les Danos ne songent-ils pas à préserver leur patrimoine ? L'écologiste et journaliste Ole Frithjof Norheim, qui a écrit le livre *« Les parcs nationaux du monde »*, nous le rappelle. Il faut au moins 3 % des terres d'un pays pour préserver son patrimoine. Or, au Danemark, ce pourcentage est de 4 %, seulement, et la moitié de ces terres, qui appartiennent à l'Etat, est allouée au folklore dans le sud-est du pays, à l'ouest de la frontière avec l'Allemagne. Mais la nature hypothèque, personne ne le conteste, la culture. Et les citoyens étaient jadis très fiers de leur pays de démocratie représentative.

Les élections au Parlement ont permis à la Commission de mieux comprendre encore son concept de démocratie. Le Danemark est le seul pays au monde à permettre à des groupes autres que ceux de la Commission de remporter les quinze mandats de la Commission. Les élections ont permis à la Commission de mieux comprendre encore son concept de démocratie. Le Danemark est le seul pays au monde à permettre à des groupes autres que ceux de la Commission de remporter les quinze mandats de la Commission.


[illegible]

mais souhaiterait avoir comme partenaire communautaire.

la G.S., c'est
à disque
pression, la
problèmes!
je dirais même plus,

Sans problèmes!

à deux places en premier sur la liste jusqu'à ce que leur nombre corresponde à un mandat. Dans le second, celui qui aura réuni le plus de voix sur la liste recevra les voix des moins bien placés pour l'aider jusqu'à obtention d'un siège. Ces places dans les « corbeilles » seront également



Chacun pour soi en ce qui concerne la campagne électorale. Là, les partis ne collaboreront pas. Il y a d'un côté les partisans de la Communauté, de l'autre les adversaires. A l'intérieur des blocs, il n'existe que des dif-

Dans les milieux politiques, on attend avec nervosité le 7 juin. Si les optimistes s'attendent à une participation électorale d'environ 75 %, les autres se contenteraient bien de 60 %.

C'est la première fois que la totalité du Danemark a voté.

font pas partie de la Communauté et du Groenland, qui est son propre candidat — se trouve être une circonscription unique. Le scrutin montrera avant tout si les adversaires de la Communauté européenne — comme ils le prétendent et comme il res-

quand il le faut en
 ... les mêmes syndrômes — dit
 effectivement — la majorité.
 D'après un pronostic sur les man-
 data, le Front national ne devrait
 remporter que trois sièges, les
 sociaux-démocrates et les partis
 « bourgeois » s'en voyant accor-
 der cinq chacun.

REINER, GATERNANN

REINER GATERMANN.

Des « pégi
coupés d


[illegible][illegible][illegible][illegible]

Les arcades
Marnes-la-Vallée

**A 20 minutes de l'Opéra
sur station R.E.R.**
(Noisy-le-Grand)

**6700 m² de bureaux
divisibles**

Vente **Location**

 **Bourdais Bureauamatique**
160 à 166, bd Hausmann 75008 Paris
Tél. : 227.11.89

MERcredi

MARIGNAN v.o. - BERLITZ v.f. - SAINT-LAZARE
PASQUIER v.f. - MONTPARNASSE PATHÉ v.f. - GAUMONT
CONVENTION - GAUMONT GAMBETTA v.f. - BELL
EPINE Thiois - MARLY Enghien - PATHÉ Chompigny

UN PERE A LA RECHERCHE DE SA FILLE
DANS LE MONDE DU PORNO

CINEMAX

Hardcore

HARDCORE

COLUMBIA FILMS PRESENTE

GEORGE C. SCOTT dir.

une PRODUCTION AT&M des films de PAUL SCHRADER

HARDCORE

PETER BOYLE

avec SEASON HUBB, EUGENE LUTHERAULT, JOHN MILLIS,
HOLLYWOOD BUZZ, RUTH KANG, ANETTE BEALMAN et DAVID SCHRADER

SCENARIO ET MONTAGE JACK NITZSCHE
EDITION D'ARTS AND CULTURE FILM

PRODOTTORE DI GIACCA

Les Belles Manières

HÉLÈNE SURGÈRE
EMMANUEL LEMOINE

un film de JEAN-CLAUDE GUIGUET

هكذا من الجاهل

CARNET

e à la Fnac

chinois Pa Kin

un romancier de la Chine
est en visite en France.
« L'île », son dernier ouvrage
vient de paraître aux éditions
Le Jardin du repos » aux
Éditions du Seuil.

che-hou, le traducteur du
roman, à 20 h. 30

Programme des Rencontres ?

Programme complet des Ren-
contres dans toutes les Fnac.
Forum d'information de l'informa-
tion de la Caisse des
dépôts (Sully). A la Maison de
la Culture (Le Gallo, Boulogne),
Centre culturel canadien
(Sully).

136, rue de Rennes, Paris 6^e
bi-fi. Et tous les livres 20 ; moins cher,
mardi ; jusqu'à 23 h 30 le mercredi)

auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e
cinéma, radio, tv, disques, vidéo, hi-fi. Et tous les livres 20% moins cher
(de 10 h à 20 h, du mardi au samedi; jusqu'à 21 h 30 le mercredi)

DÉMOGRAPHIE

Le développement économique ne suit pas la croissance de la population dans les républiques asiatiques de l'U.R.S.S.

Les républiques asiatiques de l'Union soviétique (Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan et Kazakhistan) restent les « maillons faibles » de la politique soviétique de développement régional, ont constaté les spécialistes de l'économie soviétique réunis du 25 au 27 avril, à Bruxelles, pour le colloque annuel sur l'U.R.S.S., organisé par l'OTAN.

Le gouvernement soviétique, qui ne cesse d'affirmer qu'il n'a jamais eu de politique de développement régional, a pourtant consacré 43 millions d'habitants en 1960, soit l'augmentation d'un mouvement migratoire de cette main-d'œuvre vers les régions occidentales industrialisées. Actuellement, l'axe dans cette dernière direction qui permettrait de faire passer la population à 45 millions, soit 2 millions de plus, n'est pas encore assuré.

Le développement économique ne suit pas la croissance de la population dans les républiques asiatiques de l'U.R.S.S. Les républiques industrialisées de l'Union soviétique ont, en effet, enregistré une croissance démographique plus rapide que celle des régions agricoles. La population de la République de Kirghizistan, par exemple, a augmenté de 1,5 million d'habitants en 1960, soit 2 millions de plus, n'est pas encore assuré.

UN COLLOQUE NATIONAL A LILLE

Faut-il encourager la reprise de la natalité ?

La chute de la natalité inquiète une majorité de Français : lors d'une récente enquête de l'Institut national d'études démographiques (INED), 59 % des personnes interrogées ont estimé que l'État devait intervenir pour enrayer cette évolution. Mais de quelle façon ? Répondra à cette question suppose d'avoir, au préalable, mis en évidence les principaux facteurs

explicatifs de cette baisse de la fécondité. Ce fut l'un des thèmes essentiels du séminaire colloque national de démographie qui vient de se tenir pendant trois jours à Lille.

La surprise n'est pas venue des réponses souvent hésitantes et parfois contradictoires apportées par les démographes, économistes et sociologues présents.

La surprise n'est pas venue des réponses souvent hésitantes et parfois contradictoires apportées par les démographes, économistes et sociologues présents.

La constatation de cette évolution sur plusieurs années tend à prouver qu'il ne s'agit pas simplement d'un accident de parcours ou du seul effet d'un changement du calendrier des naissances, bien que les jeunes couples aient tendance à retarder l'arrivée du premier enfant par rapport à la génération précédente. « Nous sommes entrés dans un régime démographique où la baisse de la fécondité est la seule voie des participants au colloque de Lille. Le phénomène dominant est la baisse de la fécondité, qui est la cause de la baisse de la natalité », a déclaré le directeur de l'INED, M. Kellera.

La constatation de cette évolution sur plusieurs années tend à prouver qu'il ne s'agit pas simplement d'un accident de parcours ou du seul effet d'un changement du calendrier des naissances, bien que les jeunes couples aient tendance à retarder l'arrivée du premier enfant par rapport à la génération précédente. « Nous sommes entrés dans un régime démographique où la baisse de la fécondité est la seule voie des participants au colloque de Lille. Le phénomène dominant est la baisse de la fécondité, qui est la cause de la baisse de la natalité », a déclaré le directeur de l'INED, M. Kellera.

graphique se substitue à une régulation économique défectueuse. Les facteurs qui agissent sur la fécondité sont-ils suffisants pour donner aux pouvoirs publics des moyens d'agir dans le sens d'une reprise de la natalité ? M. Gérard Calot, directeur de l'INED, qui a essayé de résumer l'efficacité des mesures de politique familiale prises en France dans le passé, estime qu'elles ont, au mieux, permis d'augmenter de 0,2 à 0,3 le taux de fécondité.

Une politique familiale inadéquate

Aujourd'hui, la politique familiale lui paraît largement inadéquate à deux égards : d'abord, elle ne tient pas compte des femmes et des couples ; ensuite, elle ne tient pas compte des dépenses que l'on consacre à l'enfant, surtout pendant la période où il est en bas âge. « On ne peut pas dire que la politique familiale soit une politique de dépenses, car elle ne tient pas compte des dépenses que l'on consacre à l'enfant, surtout pendant la période où il est en bas âge. »

A quoi sert l'enfant ?

Une autre approche explicative, de nature plus psychosociologique, a été présentée par M. Jean Kellera, directeur de l'INED, à l'université de Genève. La réalité démographique est la suivante : la fécondité a baissé, mais la mortalité infantile a baissé aussi. « On ne peut pas dire que la politique familiale soit une politique de dépenses, car elle ne tient pas compte des dépenses que l'on consacre à l'enfant, surtout pendant la période où il est en bas âge. »

Des explications économiques

Comment analyser ce changement de comportement ? Plusieurs universitaires ont présenté à Lille des tentatives d'explications qui pour n'être pas toujours convaincantes, ont au moins le mérite de faire sortir la démographie française de la simple analyse des phénomènes de population dans laquelle elle a tendance à se confiner.

La simultanéité de la baisse de la fécondité dans l'ensemble des pays industrialisés n'est pas un « baby-boom » qui a suivi la guerre illicite à rechercher des liens entre situation économique et natalité. S'agissant des démographes américains tels que Ogburn, Becker et Easterlin, plusieurs intervenants de l'Institut d'études démographiques de Paris et de l'université de Grenoble II ont mis en évidence les corrélations entre revenus, marché du travail et fécondité.

L'idée, en gros, est que la dimension de la famille détermine le temps que se fait l'insertion sociale et professionnelle. L'insertion se fait mal en l'absence de revenus, de travail, de logement, etc. Si l'insertion se fait mal, la fécondité baisse. Si l'insertion se fait bien, la fécondité augmente. « On ne peut pas dire que la politique familiale soit une politique de dépenses, car elle ne tient pas compte des dépenses que l'on consacre à l'enfant, surtout pendant la période où il est en bas âge. »

JEAN-MARIE DUPONT.

P.M.E.

Un prêt Chef d'Entreprise?

Une réponse rapide?

Dirigeant de P.M.E., vous désirez acquérir des capitaux frais en restant le patron.

Vous pouvez désormais, grâce à un prêt personnel, augmenter durablement les fonds propres de votre entreprise.

Pour répondre rapidement à votre attente, la Société Générale vient de créer ses nouveaux « Prêts Chef d'Entreprise ».

Pour des décisions rapides, consultez la Société Générale.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR VOS PROBLÈMES DE BUREAUX

OFFRE OU DEMANDE

BUREAUX

Vous offrez une brochure d'information paraitant tous les deux mois, affectant des annonces sortant des fichiers de conseils en immobilier commercial et industriel pour mieux vous aider à résoudre vos problèmes de bureaux, boutiques ou entreprises.

Le numéro 7 vient de paraître demandez le à l'un des annonceurs

préfin 4 rue de la République 92015 Nanterre 243.30.83	Bourdeau 11 rue de la République 92015 Nanterre 227.11.87	D.F.E.A.U. 11 rue de la République 92015 Nanterre 265.80.40
SERDIN 11 rue de la République 92015 Nanterre 723.55.26	BOURDEAU 11 rue de la République 92015 Nanterre 266.36.60	BOURDEAU 11 rue de la République 92015 Nanterre 563.17.63

CHIFFRES 1978

N°7

(Publicité)

Si vous cherchez une résidence en Suisse

prenez contact avec

Mlle MALHERBE, Grand-Hôtel

2, rue Scribe, à Paris

Tél. : 260-33-50

du 30 avril au 2 mai de 9 à 11 h et de 16 à 19 h

SUISSE

LAC DE GENÈVE

P.M.E.

Un crédit Equip' PME?

Une décision rapide?

Vous êtes chef d'une entreprise petite ou moyenne. Vous voulez agrandir vos locaux, moderniser vos installations, acheter de nouvelles machines.

Pour répondre rapidement à vos demandes la Société Générale a créé le crédit d'équipement 'Equip'P.M.E.

Pour des décisions rapides, consultez la Société Générale.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

P.M.E.

Un crédit Jeunes Affaires?

Une décision sans traîner?

Dirigeant de P.M.E. 3 à 7 ans c'est souvent l'âge de l'essor pour l'entreprise, de nouveaux besoins de financement apparaissent.

Pour répondre à ces besoins, la Société Générale vient de créer le «Crédit Jeunes Affaires».

Pour des décisions rapides, consultez la Société Générale.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

5000 من الاموال



banque française du commerce extérieur

Lettre du Président

Trois données principales ont marqué en 1978 l'activité de notre établissement :

- la poursuite du développement des exportations, notamment vers nos principaux partenaires industriels, qui a contribué, avec la faiblesse du dollar et la baisse des matières premières importées, au rétablissement de l'équilibre de nos comptes extérieurs. L'excédent commercial, un fort accroissement des surplus au titre des prestations de services ont amélioré considérablement la balance des paiements courants (de - F 16,4 milliards en 1977 à + F 18,6 milliards en 1978) et contribué au raffermissement du franc sur le marché des changes, dans un contexte monétaire international très fluctuant.
- une certaine stabilisation des signatures de grands contrats d'équipement sur l'étranger, la demande plafonnant depuis deux ans environ dans les pays socialistes et les pays en voie de développement. Ce phénomène se traduit maintenant par un ralentissement de la progression des encours de crédits qui, bien que restant forte en valeur absolue : + F 15,7 milliards, n'est que de 19 % en 1978, contre 27 % en 1977. Il sera plus apparent encore dans les toutes prochaines années, à l'achèvement des livraisons, et laisse prévoir à échéance un plafonnement des encours de crédits à moyen et long terme à l'exportation autour de F 110 milliards, contre F 97 milliards à la fin de 1978.
- le renforcement de l'encadrement du crédit, qui a réduit cette année notre marge de croissance autorisée et nous a amenés à nous orienter davantage encore vers des financements échappant en partie à ces restrictions. Cette contrainte a été ressentie d'autant plus vivement que notre clientèle, fortement engagée sur les marchés internationaux, constitue la fraction la plus dynamique des entreprises françaises et que ses besoins de crédit ont tendance à croître plus vite que ceux du reste de l'économie, alors que nos possibilités d'y répondre sont alignées, comme pour toutes les banques, sur une moyenne nationale.

Dans cet environnement contrasté, la B.F.C.E. a poursuivi son développement, apportant à ses clients l'ensemble des financements et services nécessaires à leurs activités à l'étranger. Nous sommes restés très attentifs en particulier à l'élargissement de nos possibilités d'intervention sur les marchés les plus prometteurs pour l'industrie française.

Le total du bilan a progressé de 19,5 % en 1978, passant de 97 à 116 milliards de francs, dont les deux tiers correspondent aux crédits à court, moyen et long terme à l'exportation requérant notre intervention. Cette progression est restée nettement supérieure à celle du commerce extérieur total (+ 9,2 %).

En revanche, les résultats de l'exercice ne dépassent pas le niveau de l'année précédente, car il nous est apparu nécessaire, compte-tenu de la conjoncture, d'affecter à nos provisions des dotations accrues, principalement au titre de la fraction non assurée des crédits fournisseurs à moyen et à long terme, notamment ceux consentis à la construction navale.

Ainsi se trouve soulignée la solidarité des banques, et de la B.F.C.E. en particulier, vis-à-vis de l'industrie avec laquelle elle partage les aléas de la conjoncture. A cela s'ajoute l'intervention active et parfois coûteuse de notre établissement dans de nombreux plans de redressement et de restructuration d'entreprises en difficulté.

Pour l'avenir, dans la profonde évolution que va connaître notre économie, les banques conserveront un rôle décisif dans la création et le développement de modes de financement originaux adaptés aux structures nouvelles et aux besoins croissants des entreprises en ressources longues.

La récente stabilisation des signatures de contrats d'équipement à l'exportation constitue à cet égard un phénomène sur lequel il convient de s'interroger. Face aux récentes transformations de la concurrence, notre réflexion devra porter sur les nouvelles formes de coopération commerciale qu'il y aurait lieu de promouvoir en matière de grands marchés, notamment avec les pays neufs, ainsi que sur la façon dont il conviendrait de faire évoluer nos procédures de financement pour suivre la demande de crédits financiers "d'accompagnement" qui n'a cessé de croître au cours des dernières années.

Le fait que le franc ait rejoint l'une des monnaies les plus fortes du monde au sein du système monétaire européen est de nature à favoriser cette démarche et le succès des émissions en euros francs le confirme depuis quelques mois. La France, quatrième puissance commerciale du monde, peut maintenant envisager de mettre beaucoup plus largement qu'auparavant sa monnaie au service de son commerce extérieur.

En complément de nos crédits habituels à l'exportation, assez strictement "administrés", il y a sans doute place aujourd'hui pour d'autres crédits en franc plus souples, encore mieux adaptés à certains besoins spécifiques des acheteurs, et effectués à des taux de marché comme le font de plus en plus, chacun dans sa monnaie nationale, nos grands concurrents étrangers.

François Giscard d'Estaing

EXERCICE 1978

Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 1979

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, présidée par Monsieur François Giscard d'Estaing, Président, assisté de Monsieur Georges Asemanat, Président d'honneur, et de Monsieur Albert Souver, Directeur Général, s'est réunie le 25 avril 1979 pour approuver les comptes de l'exercice 1978.

La Banque a échoué cette année, sous le contrôle de ses Commissaires aux Comptes, la réévaluation des actifs immobiliers figurant au bilan au 31 décembre 1978, cette opération se traduisant :

- pour les éléments non amortissables, par un écart de réévaluation complémentaire de 10,7 millions d'ajoutés aux 1,5 millions déjà dégagés l'année dernière et sur lesquels 30 millions avaient été incorporés au capital le 3 novembre 1977. Ainsi, la fraction de "réserve réglementaire" susceptible d'incorporation ultérieure au capital a été portée de 11,8 à 30,4 millions.
- pour les éléments amortissables, par deux écarts de réévaluation complémentaires conformément à la loi, l'un pour 15,5 millions en "provision réglementaire" correspondant à la réévaluation immobilière, et l'autre pour 40,2 millions en "compte d'ordre" dans la "réserve réglementaire" et correspondant à la différence entre le valeur immobilière chiffrée et le valeur d'usage de l'ensemble immobilier de la banque.

Après charges d'inventaires, amortissements et provisions, le total du bilan est passé à 116,1 milliards, soit une progression de + 19,5 % sur la base des nouvelles règles comptables applicables à partir du 2 janvier 1978.

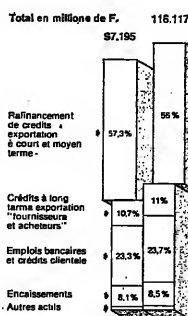
Les grands équilibres du bilan se présentent comme suit :

- l'ensemble des opérations de refinancement des crédits à l'exportation à court, moyen et long terme, avec 77,8 milliards, représente 67 % de l'actif, marquant une progression globale de + 17,8 %. Comme les trois années passées, le marché a fourni les ressources à long terme requises, par moitié en francs et en devises.
- les emplois bancaires et crédits à la clientèle, avec 27,5 milliards, représentent 23,7 % de l'actif, en hausse de + 21,2 %, les comptes de trésorerie et d'opérations interbancaires constituant, comme l'année dernière, 4,6 % de ce poste (dont la part en devises a diminué puisqu'elle ne représente plus que 54,8 % au lieu de 80,5 % des comptes de trésorerie et d'opérations interbancaires). Les concours à la clientèle progressent dans les mêmes proportions que l'ensemble du poste dont la continuité de représenter 64 %.

Après constitution des différentes provisions (dont 22 millions pour l'impôt sur les sociétés, 6,5 millions pour l'intéressement des salariés et 55,1 millions pour les risques sur la fraction non garantie des crédits fournisseurs à l'exportation), après paiement de la contribution exceptionnelle pour 5,2 millions, et dotation de 22,3 millions aux amortissements, le bénéfice net distribuable ressort à 43,5 millions, pratiquement au même niveau que l'année dernière (43,4 millions).

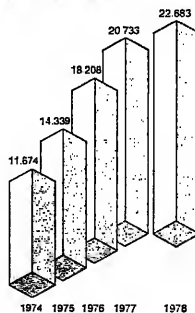
Les résultats ont permis une dotation aux réserves de 11,9 millions et la mise en distribution du même dividende que l'année dernière, soit 7,5 %, avoir fiscal en sus, mais calculé en année complète sur le capital nominal de 140 millions de francs et 200 millions de francs.

Composition comparée du bilan aux 31 décembre 1977 et 1978



Engagements de la B.F.C.E. à long terme exportation "crédits fournisseurs et acheteurs"

Bilan + hors bilan
au 31 décembre de chaque année
en millions de francs



Les lecteurs, désirant recevoir le bilan et le texte complet du rapport, peuvent les obtenir en découplant et en adressant le coupon ci-dessous au :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA B.F.C.E.
21, Boulevard Haussmann, 75421 Paris Cedex 08

Nom : _____
Profession : _____
Adresse : _____

Imprimerie Paris-Méditerranée

صکنا من الاجل

BOURSE DE PARIS - 27 AVRIL - COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le texte complet dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les textes. Elles sont corrigées dès que nous le pouvons dans le prochain numéro.

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de diriger, après la clôture, la cession des valeurs ayant l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Prisoner	Number	Compt.	Prisoner	Number	Compt.	Prisoner	Number	Compt.	Prisoner	Number	Compt.
----------	--------	--------	----------	--------	--------	----------	--------	--------	----------	--------	--------

15 10 15 10 14 00

[illegible]

